

# Grève générale de la santé pour le retrait du projet de loi Touraine, pour le retrait de tous les plans du type Hirsch !

## 4 milliards de plus pour l'armée, 3 milliards de moins pour l'hôpital

Les gouvernements Hollande-Ayrault et Hollande-Valls continuent sur tous les plans la politique des gouvernements Sarkozy-Fillon et Chirac-Juppé : exemption de cotisations sociales pour les patrons, blocage du salaire des fonctionnaires. Dans la santé, ils ont gardé les ordonnances Douste-Blazy (tarification à l'acte) et la loi Bachelot (agences régionales de la santé, « un seul patron à l'hôpital », engraissement des cliniques privées sur le dos des hôpitaux). La majorité PS-PRG a voté fin 2014 un budget qui prévoit de ponctionner 3 milliards d'ici 2017 dans les hôpitaux, ce qui menace le droit aux soins de la plus grande partie de la population (outre la saturation des urgences, le droit à l'IVG est déjà en pratique réduit sur une partie du territoire).

Par contre, Hollande vient d'augmenter le budget de l'armée de 4 milliards d'euros : toujours plus pour l'impérialisme et le militarisme, toujours moins pour l'éducation et la santé. Pour économiser 3 milliards au détriment du droit d'être soigné et sur le dos des travailleurs de la santé, le gouvernement Hollande-Valls-Touraine compte dénaturer le service public, supprimer des lits, des services et des centres hospitaliers, baisser les salaires versés, intensifier encore le travail. Le projet de loi Touraine veut y contribuer avec ses « communautés hospitalières de territoire » ; les ARS et la direction de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (APHP) s'y emploient directement.

## Le but du « dialogue social » : faire travailler plus et payer moins

À la question posée par un journal patronal : « *Les hôpitaux doivent économiser 3 milliards en trois ans. Qu'est-ce que cela implique pour l'APHP, qui pèse 10 % des budgets hospitaliers ?* », le directeur général de l'APHP répond :

*Rien de plus que les objectifs que nous avons inscrits, l'an dernier, dans notre plan de financement pluriannuel approuvé par nos tutelles. Ce plan intégrait ces économies et a d'ailleurs été*

*soumis aux médecins et aux syndicats. Après avoir réalisé un effort de 125 millions d'euros en 2014, nous avons programmé cette année 150 millions de gains d'efficacité... Il en faudra d'autres, importants, les années suivantes... On peut adapter l'organisation du travail, avec un plus grand nombre de personnes travaillant 7 h 30 ou 7 heures par jour, d'autres peut-être 10 heures si cela permet de mieux « coller » au cycle de soins pour le patient, de mieux utiliser des blocs opératoires. À l'arrivée, il y aura certes moins de jours à récupérer... (Les Échos, 19 mars)*

Depuis 2012, les chefs syndicaux savent que le gouvernement poursuit la politique de santé du précédent. Depuis septembre 2014, les chefs syndicaux savent qu'il veut économiser 3 milliards dans les hôpitaux publics. Depuis mars 2015 au moins, les chefs syndicaux savent que Hirsch a l'intention de limiter les RTT sans recruter, qu'il veut accroître la charge de travail.

L'ancien ministre du gouvernement Sarkozy-Fillon-Bachelot, précise, dans la même entrevue, qu'il veut associer à son projet « *les représentants des personnels avec lesquels je travaille étroitement depuis mon arrivée* ». En effet, le 6 mai, les responsables de tous les syndicats de la région parisienne étaient à la réunion convoquée par Hirsch pour « *partager l'état des lieux* ». Le compte temps s'élève à 74,7 millions d'euros car les soignants ne peuvent pas prendre leurs RTT faute d'effectif suffisant.

Pourquoi les directions syndicales de la région parisienne acceptent-elles de « *travailler étroitement* » avec le directeur de l'APHP qui ne cache pas ses intentions ? Pourquoi discutent-elles avec le représentant du gouvernement Hollande-Valls-Touraine de la manière de diminuer les salaires de 20 millions d'euros au détriment des 75 000 travailleurs (hors médecins) des 38 hôpitaux de la région parisienne ?



